

Séances du Conseil Municipal du 4^{ème} trimestre 1933

1^{re} ANNEE - N^o 2. - 4^{ème} Trimestre 1933

BULLETIN MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE JOYEUSE

distribué gratuitement aux Habitants de JOYEUSE

PARTIE OFFICIELLE

SEANCES DU CONSEIL MUNICIPAL.

SEANCE DU 7 NOVEMBRE 1933

Présents : MM. JULLIEN, MARTIN, DOIZE, BARRIAL, BENOIT, CASSAGNE, DATHUY, MOUCHET, VERNEDE, GERLAUD, DUSSERRE, PELLET.

Absents excusés : MM. LEBRE, LAPIERRE, MATHIEU, BOISSIN.

ELECTRIFICATION. - Le Maire expose le résultat de l'expertise faite par M. MOREL, Ingénieur des Ponts et Chaussées d'accord avec les parties en cause. MM. DOIZE et MARTIN ont assisté aux opérations sur le terrain. L'expert conclut que le montant des travaux réellement effectués doit être évalué à 112.000.-frs. au lieu de 204.000.-frs. montant du mémoire fourni à la commune. Cette affaire sera entièrement reprise et la demande de subvention sera faite après contrôle de la ligne par le Génie Rural.

AFFAIRE LEON LEBRE. - Le Maire expose que par jugement du Conseil d'Etat rendu sans qu'ait été présentée la défense de la commune, la commune s'est vue condamnée à payer à M. Léon LEBRE une indemnité représentant l'intégralité de son traitement depuis la date de sa révocation irrégulière jusqu'au jour de la régularisation de cette situation, plus les intérêts et les intérêts des intérêts. Après consultation de Me. NICOLAY, Avocat à la Cour de Cassation, il apparaît que ce jugement n'est susceptible ni de réforme ni d'appel.

M. Léon LEBRE appelé en consultation estime à 51.000.-frs. l'indemnité qui lui est allouée au premier Octobre 1933. Il demande sa réintégration mais ne renoncerait alors qu'à une minime partie de son indemnité (12.000.-frs) et exigerait un traitement de secrétaire de Mairie hors classe, plus le paiement du solde de l'indemnité en 10 ans avec intérêt à 5 %.

Cette solution consiste à verser à cet employé 16.000.-frs. par an et une somme de 12.000.-frs. au comptant la première année.

Le Maire et le Conseil Municipal estiment que ces propositions sont inacceptables. D'autre part l'attitude de M. Léon LEBRE et les procédés inadmissibles dans leur forme qu'il a employés antérieurement à l'arrêt de sa révocation rendent indésirable sa rentrée à la Mairie de Joyeuse. Le Conseil regrette à l'unanimité que la Commune restée sans défense, ait à subir l'arrêt du Conseil d'Etat qui eût été sans doute tout autre si les intérêts communaux avaient été représentés.

Ils déclarent que M. LEBRE, qui s'est refusé de se démettre de ses fonctions, paraîtra devant un Conseil de Discipline. Un dossier

sera établi démontrant que les manquements à son devoir professionnel et à la déférence élémentaire de la part d'un employé aux personnes ou à l'autorité qui le salaire, justifient la mesure qui a été prise contre lui en 1926. Cette révocation entachée d'un vice de forme dont le Conseil Municipal n'est nullement responsable a permis au Conseil d'Etat de statuer en grevant par son arrêt les finances communales, mais les raisons majeures du renvoi de M. LEBRE persistent toujours. Le dossier de cette affaire sera, comme le veut le règlement, communiqué à l'intéressé avant sa comparution au Conseil de Discipline.

Le Conseil décidé enfin le licenciement définitif de M. LEBRE après avis du Conseil de Discipline par arrêté que prendra le Maire. Il se refuse par avance à voter tout emprunt qui serait destiné à payer à M. LEBRE un travail qu'il n'a pas en réalité effectué.

Le Maire et le Conseil se déclarent disposés à écouter toutes les propositions raisonnables de M. LEBRE au sujet de son indemnité. Ils espèrent que l'intéressé qui n'est resté que très peu de temps sans emploi après sa sortie de la Mairie de Joyeuse, comprendra qu'il ne peut imposer à ses concitoyens une charge qu'ils estimeront toujours indue et contre laquelle ils ne cesseront de protester par tous les moyens de droit.

DROITS DE PLACE.— Les droits de place, pesage et mesurage seront mis en adjudication, en un seul lot. Au cas où ne se présenterait aucun enchérisseur sur la mise à prix de 8500.-frs. la commune assurera la perception des droits par Régie Directe. Lecture est donnée du projet du Cahier des Charges établi sur rapport de M. Cassagne. Les prix anciens ont été maintenus, sauf très légères modifications. Un règlement de police sera établi. Le matériel, claies, etc... sera renouvelé et sa conservation assurée par l'adjudicataire, après inventaire.

HOTEL DES POSTES.— MM. BARRIAL et LATHUY assisteront le Maire lors de l'adjudication de l'Hôtel des Postes le 25 Novembre.

AGRANDISSEMENT DE L'HOSPICE.— Le Maire expose que la création d'une annexe à l'Hôpital-Hospice destinée à servir de maternité est attendue depuis longtemps. Un généreux donateur, M. DE BOURNET de Graspierres, a bien voulu mettre à la disposition du Maire pour qu'elle soit donnée à l'Hôpital-Hospice, une somme de 200.000.-frs. destinée à couvrir les frais de construction de cette annexe. La somme sera versée par tranches de 50.000.- frs. au fur et à mesure de l'avancement des travaux. La Commission de l'Hospice et le Conseil Municipal expriment toute leur reconnaissance au donateur et décident à l'unanimité que l'annexe portera le nom de Pavillon DE BOURNET. L'acceptation de ce don par la Commission de l'Hospice est autorisée. Le Maire présente alors les projet, plan, devis, avant-métré exécutés par M. Abrial, Architecte à Aubenas. Le montant des travaux s'élève à 195.000.- frs. et sera couvert par la souscription de M. DE BOURNET. Le dossier approuvé est transmis à la Préfecture pour approbation.

VENTE DE L'IMMEUBLE TESTUD.— MM. BENOIT et LUSSEME sont désignés pour assister à la vente de l'immeuble TESTUD le 12 Novembre.

SEANCE DU 14 NOVEMBRE 1933
(extraordinaire)

8 Conseillers Municipaux ayant demandé au Maire une réunion d'urgence, en séance extraordinaire, au sujet d'un arrêté de voirie, des explications sont échangées sur les droits de mitoyenneté de la commune. Le Maire ne peut, sans abus de pouvoir, interdire à quiconque en demande d'autorisation et ne gêne en rien autrui, d'ouvrir des fenêtres sur une place publique. D'autre part, si la commune fait valoir son droit de mitoyenneté, elle aura à prendre part aux frais de réparation d'une façade qui ne peut rester dans l'état actuel. Or, le propriétaire réparera sa façade à ses frais. Certains Conseillers Municipaux estiment qu'ils doivent persister à maintenir les droits de la commune. Le Maire se refuse à prendre un arrêté qui ne pourrait conduire qu'à un procès intenté à la commune par le propriétaire intéressé. Les Conseillers Municipaux sont d'ailleurs renseignés par l'Autorité supérieure. La décision du Maire est conforme à la légalité et à l'équité, et les droits de la commune ainsi que ceux des propriétaires sont sauvegardés.

SEANCE DU 3 DECEMBRE 1933
(séance ordinaire)

Présents : MM. JULLIEN, MARTIN, DOIZE, BARRIAL, LENOIT, CASSAGNE, DATHUY, MOUCHET, VERNEDE, GERBAUD, DUSSENE, PELLET.

Absents excusés : MM. LEBRE, LAPIERRE, MATHIEU, BOISSIN.

Le Maire présente à l'approbation du Conseil les divers budgets.

1^{er}) Chapitres Additionnels au Budget 1933.

Recettes supplémentaires : 304.248,65
Dépenses supplémentaires : 301.913,41
Excédent de Recettes: 002.335,24

Intervient dans ces chiffres la somme de 200.000.-frs. qui est entrée en recette et en dépense. Cette somme destinée à payer un mémoire d'entrepreneur en litige, a été remboursée au Crédit Foncier. Le dit mémoire, après accord avec l'entrepreneur en présence de M. le Sous-Préfet de Largentière, du Maire, de MM. BARRIAL et VERNEDE, a été réduit à la somme définitive de 130.000.-frs. comprenant 112.000.-frs. chiffre d'évaluation de l'expert auquel le Conseil Municipal a bien voulu ajouter les intérêts dûs au créancier qui attend son règlement depuis plus de deux ans.

2^{ème}) Budget primitif 1934.

Recettes ordinaires et extraordinaires : 86.444.-
Dépenses ordinaires et extraordinaires : 85.134.-
Excédent des Recettes : 01.310.-

Après discussion détaillée de chaque article, ces budgets ainsi que les comptes de gestion de 1932 sont approuvés à l'unanimité.

Le Maire fait remarquer que ces budgets sincèrement établis sont en équilibre. Il est à prévoir d'autre part, que malgré la situation désavantageuse faite à la commune en 1934 par la charge de deux nouveaux emprunts (électrification, poste - pour ce dernier l'annuité du bail ne devant être versée qu'après la prise de possession de l'immeuble par l'Administration -) aucune augmentation sensible des impôts ne pèsera sur les contribuables. Chacun peut voir que les prévisions des dépenses ont été heureusement diminuées par suite :

- 1^{er}) du rabais obtenu sur le dernier mémoire d'électrification, soit 75.000.-frs.
- 2^{es}) du rabais obtenu sur la mise à prix de l'adjudication de l'Hôtel des Postes, soit 84.000.- frs.

soit au total une bonification de 159.000.-frs.

D'autre part, les crédits normaux permettront d'exécuter un certain nombre de travaux urgents, notamment des réparations aux chemins :

- 1^{er}) du Gras, 3 lots.
- 2^{es}) Chemin de Jamelle.
- 3^{es}) Chemin des Escouls.
- 4^{es}) Chemin d'Electricité.
- 5^{es}) Chemin de Ribes.
- 6^{es}) Passerelle d'Auzon.
- 7^{es}) Démolition des ruines en bordure de la rue Ste Anne. Dégagement de l'emplacement et installation de cabinets d'aisance.

Tous ces travaux seront exécutés sous la surveillance de MM/ MARTIN Adjoint, DOIZE, LUSSE, GERBAUD, BENOIT, BARAIAL, Conseillers Municipaux.

L'élargissement et l'aménagement du chemin de Berriasson est mis à l'étude d'accord avec les propriétaires et l'Administration des Ponts et Chaussées.

En séance secrète, sont examinés divers dossiers d'assistance.

ADJUDICATIONS ET MARCHES

L'IMMEUBLE TESTUD vendu aux enchères publiques par Maître CHA-ROUSSET, Notaire, pour le compte de l'Hospice, a été adjugé à M. LEVIDAL, pour la somme de 63.000.- frs. Les fonds seront employés à l'achat de rentes sur l'état.

L'ADJUDICATION AU RABAIS de la construction de l'Hôtel des Pos-tes sur mise à prix de 255.000.- frs. a été donnée à M. CHARAIX, entrepreneur à Gagnières, qui a consenti un rabais de 34 %.

Les travaux commenceront incessamment. Il sera fait appel autant que possible à la main d'oeuvre locale et aux fournisseurs du pays.

L'ADJUDICATION AUX ENCHERES DES DROITS DE PLACE, PESAGE ET ME-SURAGE a été donnée par le Maire assisté de MM. BATHUY et PELLET Conseillers Municipaux, sur une mise à prix de 8500.-frs. M. GINER de Joyeuse a été déclaré adjudicataire pour trois ans, au prix de 11.000.-frs.

LA LOCATION DE DIVERS TERRAINS COMMUNAUX, TERRAIN DE LA GARE (Gare etc..) sera mise en adjudication par lots au début de l'an-née.

HOPITAL-HOSPICE.- Sur la liste de souscription qui reste tou-jours ouverte, destinée à couvrir les frais d'agrandissement et d'aménagement de l'établissement, se sont ajoutées :

A la souscription de 200.000.-frs. de la famille DE BOURNET :

- 1^{re}) Souscription anonyme : 1.000.-frs.
- 2^{de}) Engagement de fournitures avec un fort rabais sur les prix normaux des chaux et ciments par la Société Anonyme des Chaux et Ciments de Lafarge et du Teil.

Les souscriptions sont reçues à la Mairie ou chez Monsieur le Receveur de l'Hospice.

Sommes inscrites au Budget pour diverses oeuvres d'intérêt pu-blic :

A la Sté des Secours Mutuels de JOYEUSE : 200.-frs; à la Sté Sportive : 200.- frs; à la Sté des Joueurs de Boule 200.-frs; à la Sté de Pêche pour ensemencement de la rivière en alevins de truites : 300.-frs; à l'autobus de Sablières : 250.-frs; à la Société du Sou des Ecoles Laïques : 500.-frs.-

QUESTION DES EAUX.- Le Maire prépare en collaboration avec M. MOREL, Ingénieur et M. TAILLAND, entrepreneur spécialiste, un projet d'ensemble technique et financier dont un exemplaire sera distribué avant discussion, à chaque Conseiller Municipal. Ce projet comprend :

1^{re}) La réparation à faire au captage, à la canalisation, et au réservoir de l'ancienne adduction d'eau.

2^{re}) Un projet d'adduction nouvelle avec distribution à domicile, service d'incendie et d'égoûts. Pour cette dernière étude, le Maire et les experts se sont arrêtés à la solution la plus économique qui consiste à pomper en amont de Joyeuse la nappe d'eau profonde, à la refouler dans un château d'eau au-dessus de la route de Ribes et à l'amener par les Fumades. M. le Professeur ROMAN, géologue de la Faculté des Sciences a émis un rapport favorable au point de vue géologique.

JUSTICE DE PAIX.- M. le Juge de Paix des Vans est officiellement désigné pour faire les fonctions au siège de JOYEUSE.

M. Louis BRUN a été nommé 2^{ème} suppléant du Juge de Paix.

HOPITAL-HOSPICE.- Ont visité au cours du trimestre écoulé notre établissement, M. le Préfet de l'Ardèche, M. le Secrétaire Général et M. le Sous-Préfet de Largentière. Les Membres de la Commission Administrative, du Bureau de Bienfaisance et du Conseil Municipal assistaient à cette visite.

Ont visité le Centre, en voie d'organisation, de traitement de la fièvre ondulante MM. les Docteurs VIDAL et TAYLOR délégué pour la France de la Section d'Hygiène de la Fondation ROCKFELLER. Ces spécialistes ont été entièrement satisfaits du rapport présenté par le Dr. JULLIEN, médecin de l'établissement.

ECOLLES.- La rentrée des élèves des écoles s'est faite dans des locaux remis à neuf et dont le matériel a été en grande partie renouvelé. Le Maire recommande au personnel enseignant le bon entretien et l'agrément des locaux ainsi que la tenue correcte des élèves à la sortie et dans la rue.

Monsieur DUPUY, ancien élève de notre Cours Complémentaire, sortant de l'Ecole Normale, a été nommé au poste d'Adjoint au C.C. (Poste créé).-

ETAT-CIVIL 4 ^e Trimestre 1933) Décès	12.
) Naissances	5.
) Mariages	3.

PLACES.- Grâce à une souscription faite auprès des intéressés, un quai d'embarquement pour le bétail sur camions sera installé conformément aux conseils de la Sté Protectrice des Animaux.

CHOMAGE.- L. Municipalité ayant fait appel à la main d'oeuvre pour divers travaux de voirie et d'autre part les travaux de construction de l'Hôtel des Postes et d'aménagement de l'Hôpital devant être entrepris dès le début de l'année, on peut espérer que la crise de chômage sera conjurée à Joyeuse, pendant le semestre à venir.

-:-:-:-:-